

En page 3 :

Un grand discours programme de M. Aristide Briand à Nantes.

L'ASSASSINAT DE M. CADIOU : L'INGÉNIEUR PIERRE EST ACQUITTÉ

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.268. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Lefitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Téléphone : Gutenberg 02-73 - 08-73 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris.

20, rue d'Enghien, Paris.

SAMEDI

1

NOVEMBRE
1919

Celui-là n'est pas réellement brave qui craint de paraître ou d'être, quand il lui convient, un lâche.

Edgar Allan Poe.

UNE PARTIE DU CHARBON DU HAVRE VIENDRA A PARIS

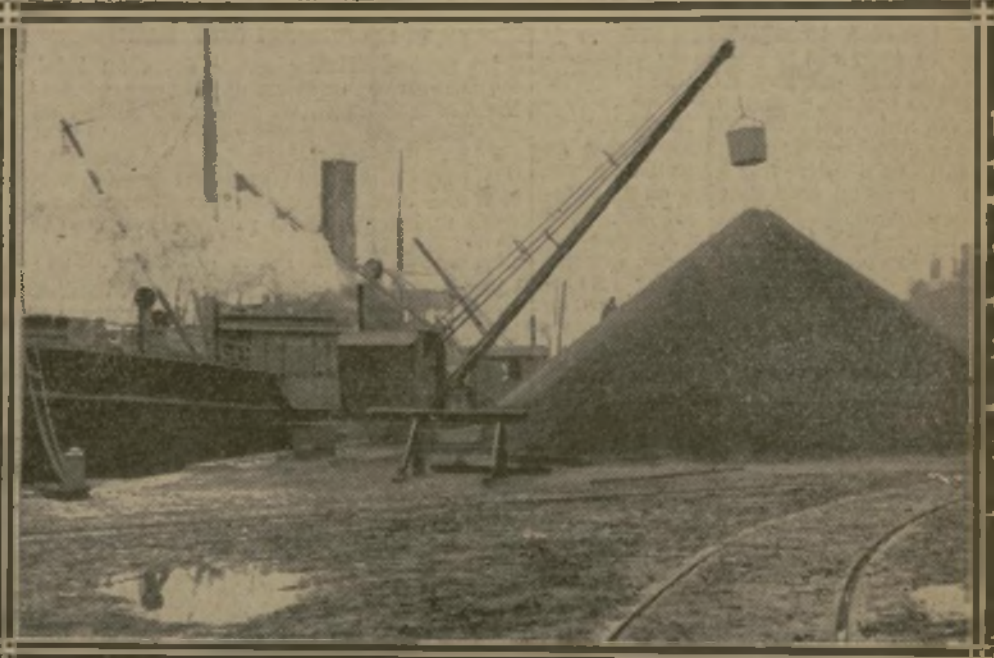
PHOTOGRAPHIES PRISES, HIER, SUR LES QUAIS DU HAVRE PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL



LE « BLUS » ENTRE DANS LE PORT DU HAVRE



CHARBONNIERS AMARRÉS AU QUAÏ COLBERT



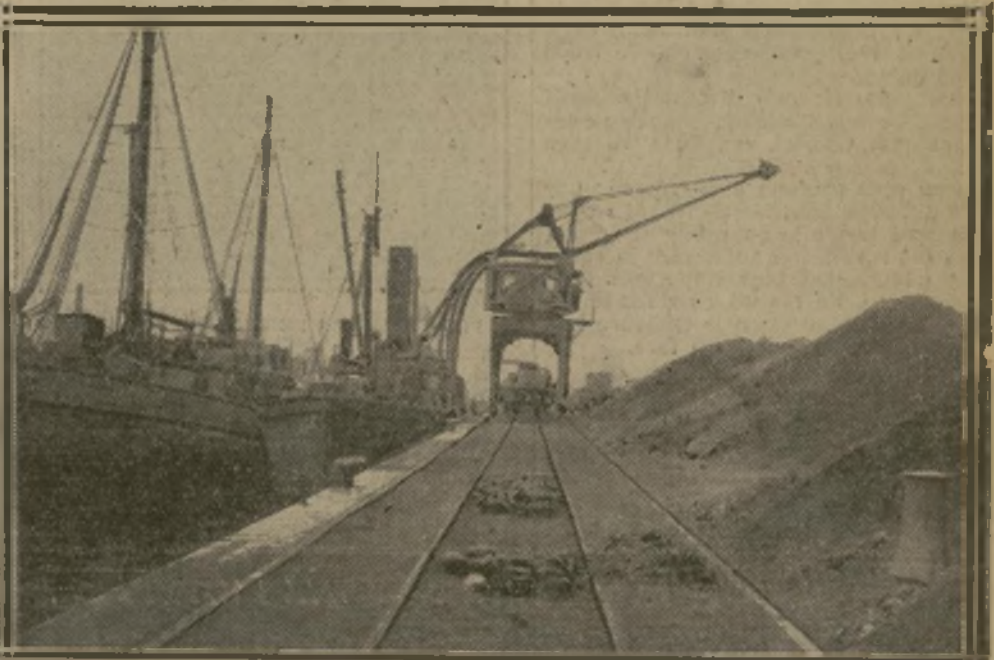
LE « BAIKAL » DÉCHARGEANT DU POUSSIER



UN NORVÉGIEN DÉBARQUE DU CHARBON DOMESTIQUE



LES « MONTAGNES DE CHARBON » SUR LE QUAÏ



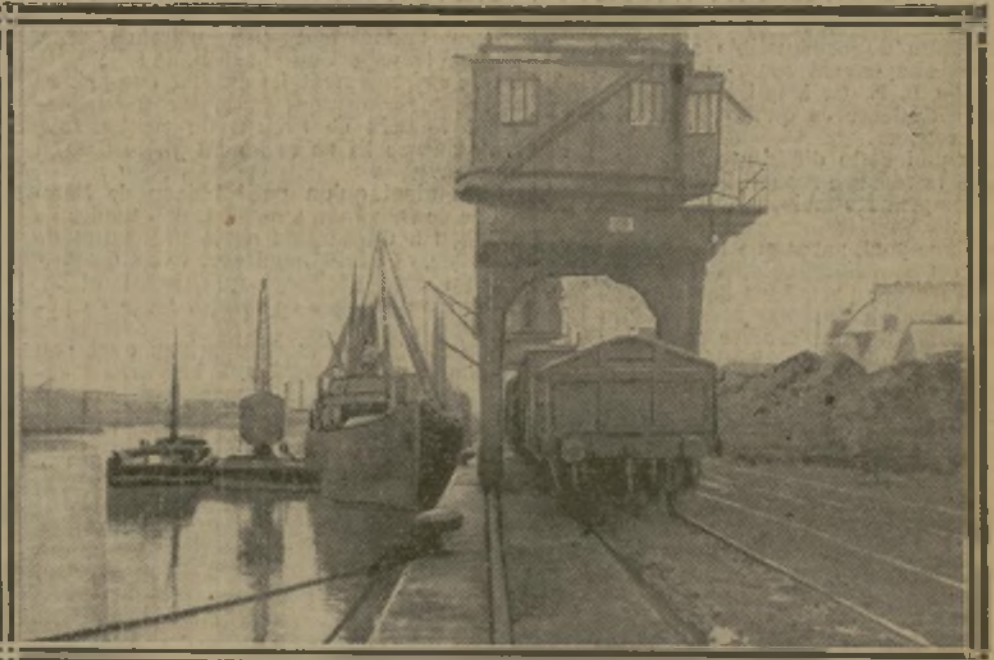
CHARBON POUR L'USINE A GAZ DU HAVRE



DEUX PÉNICHES QUI VONT ÊTRE CHARGÉES POUR PARIS



LE CHARBON DOMESTIQUE DESTINÉ A PARIS



CHARBONNIER CHARGEANT UNE PÉNICHE POUR PARIS

Le quai Colbert, au Havre, dont la longueur est d'un demi-kilomètre, disparaît actuellement sous des monticules de charbon, environ 50.000 tonnes au total, que le déchargement de nouveaux vapeurs charbonniers augmente chaque jour. Une partie de ce combustible est destinée à la ville du Havre, soit

comme charbon domestique réservé aux habitants, soit comme charbon industriel. Toutefois, on n'a pas oublié la capitale, qui recevra dans un délai relativement court 100.000 tonnes de charbon anglais ou américain. Nos trois dernières photos, prises hier, représentent du charbon domestique destiné à Paris.

L'EXPULSION D'UNE CENTAINE D'ALLEMANDS INDÉSIRABLES EN LORRAINE



CETTE PHOTOGRAPHIE A ÉTÉ PRISE A METZ AU MOMENT OU NOS SOLDATS ESCORTAIENT LES ALLEMANDS A LA GARE OU ILS ONT ÉTÉ EMBARQUÉS

Des mouvements grévistes se sont produits ces jours derniers dans les régions minières de Lorraine. Les mécontents invoquaient pour prétexte des difficultés d'ordre économique, mais on s'aperçut facilement que les meneurs poursuivaient un but politique. Ces mouvements coïncidaient du reste avec le complot

autonomiste découvert à Strasbourg. A la suite de ces incidents, une centaine d'Allemands ont été expulsés du territoire français. Voici ces indésirables conduits sous bonne escorte à la gare de Metz, où ils ont été embarqués en direction de Kehl. Leur expulsion n'a donné lieu à aucun incident.

Ayuntamiento de Madrid

IL Y A BIEN AU HAVRE DU CHARBON POUR PARIS

Contrairement aux déclarations de l'« Office national des charbons » que nous avons reproduites hier, il y a et il y aura au Havre du charbon anglais et américain, dont la plus grande partie destinée à la capitale.

Ce qui manque le plus, ce sont les moyens de transport : wagons et péniches.

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

Le Havre, 31 octobre. — On m'avait dit : « Allez donc voir les montagnes de charbon qui encombreront les quais du port du Havre. C'est impressionnant ! » J'y suis allé, et je n'ai pas été impressionné. Là où je croyais découvrir une chaîne de « Monts-Noirs », je n'ai guère vu, sur une longueur de 4 à 500 mètres, qu'une série de minuscules pyramides, dont la plus élevée ne dépassait pas 5 mètres de hauteur.

Tout le long du quai Colbert, où se dressent ces montagnes sombres, régnait, d'ailleurs, une grande activité. Tandis que des grues puisaient dans les bateaux amarrés à quai la matière nécessaire pour suralimenter les usines de charbon, des équipes de charbonniers en livraient au travail, en attendant les tas à coups de pelles, pour charger des nombreux tombereaux et quelques wagons.

Certes, il y a là une quantité appréciable de combustible : 50 à 60.000 tonnes, peut-être, en y comprenant le poussier destiné à l'usine voisine, où l'on fabrique des agglomérés, le charbon de soude indispensable aux besoins de la navigation, et le charbon attribué à la ville du Havre elle-même et à la région, tant pour être utilisé par les grandes et petites industries que pour être réparti aux particuliers pour le chauffage domestique. En tant que combustible à réexporter pour assurer le ravitaillement d'autres régions, et notamment du département de la Seine, il ne faut guère compter, actuellement, que sur 10.000 tonnes environ, dont 1.000 doivent être dirigées tout de suite sur Paris pour être suivies très prochainement de 3.000 à 4.000 tonnes.

De l'avis des Havrais, il serait excessif de taxer d'encombrement la situation présente du quai Colbert, qui en a vu bien d'autres.

Tout au plus peut-on dire qu'en une période d'attente tous les arrivages en retard se sont produits en même temps, et qu'il en est résulté en apparence la constitution d'un stock plus important qu'il n'était naguère. En réalité, ce stock se réduit à peu de chose si on le compare aux besoins auxquels il doit faire face.

Charbon anglais et charbon américain

Néanmoins, si l'on pousse un peu plus loin l'enquête, on constate que les amas du quai Colbert ne sont qu'une faible partie du charbon importé au Havre. Ils ne comprennent, en effet, que le charbon anglais, car les bateaux américains sont, en général, d'un tonnage trop fort pour pénétrer dans le bassin. Ce sont des bâtiments de cinq à huit mille tonnes, que l'on décharge en transbordant, directement, sur des péniches le charbon qu'ils contiennent.

Mais, jusqu'à nouvel ordre, le B. N. C. (Bureau national des charbons) ne tient compte que du charbon anglais, le seul, parmi ceux exportés d'outre-mer, qui soit contingenté par le ministère de la Reconstruction industrielle.

La vente du combustible américain est libre et simplement soumise à la surveillance du B. N. C., à qui les importateurs doivent déclarer ce qu'ils reçoivent et ce qu'ils vendent.

Pourquoi cette différence ? Voici la réponse recueillie au siège d'une des plus grandes maisons d'importation du Havre :

« D'une part, parce que le charbon américain est sensiblement plus cher que l'autre, et, d'autre part, sans doute parce que M. Loucheur a toujours considéré un peu comme une utopie l'arrivée de ce charbon et s'en est à peu près désintéressé.

Néanmoins, le B. N. C. conserve la faculté d'usur, le cas échéant, du droit de réquisition sur ces combustibles.

100.000 tonnes pour Paris

Peut-être l'administration se propose-t-elle de mettre en jeu cette faculté, car il est déjà entendu que le bureau des charbons du Havre doit mettre à la disposition de la Ville de Paris, dans un délai relativement court, une quantité de combustible qui n'est pas inférieure à 100.000 tonnes. D'ailleurs, en dehors des besoins locaux très urgents, la plus grande partie des arrivages futurs attendus au Havre est destinée au département de la Seine.

Quoi qu'il en soit, les arrivages de charbon américain ne sont point négligeables, puisqu'une seule maison du Havre en a importé, depuis le mois d'août, 57.800 tonnes et en attend plus de 20.000 tonnes encore, d'ici le mois de décembre.

Ce charbon a été ou sera livré à la Société du Gaz de Paris, à diverses grandes industries de la région parisienne et à la Compagnie du P.-L.-M. Ce dernier encore s'achète, le transbordement sur péniches du chargement du Yaphank, bateau américain de 7.700 tonnes, sixième d'une série de navires du même ordre du grandeur qui se

sont succédé ces jours derniers. Ce chargement sera expédié à la Société du Gaz de Paris.

Mais les péniches sont rares et les wagons rarissimes.

Le port du Havre serait donc, au total, suffisamment approvisionné pour contribuer efficacement, au moins en partie, au ravitaillement en charbon du département de la Seine, aussi bien pour le chauffage des particuliers que pour les besoins des industries et des services publics, s'il n'y avait une détérioration radicale des moyens de transport.

On m'a cité le cas d'industriels qui étaient réduits au chômage faute de combustible, et qui attendaient anxieusement des secours du Havre. Or, le charbon qui leur était destiné, se trouvant déchargé sur le quai Colbert le 12 octobre, n'a pu être expédié que le 30 octobre, faute de wagons !

Des millions d'Américains se disposent à venir en France, c'est-à-dire d'abord à Paris. Ils représentent pour nous des touristes animés du compréhensible désir de

visiter les champs de bataille, les ruines émouvantes qu'ils ont contribué à défendre et les régions qu'ils ont contribué à libérer.

Pour le commerce — car la vie pratique a repris ses droits, après une longue et victorieuse lutte pour l'idéal — ils représentent non le Pactole, qui est une petite rivière, à coup sûr décevante, mais un assez joli fleuve de dollars réels. Pour le public enfin, pour les consommateurs — et c'est est le revers de la médaille — l'Américain est resté le type le plus représentatif de la vie chère, et voilà pourquoi le peuple le plus hospitalier, le plus accueillant de la terre raisonne de la façon suivante : sans doute, nos alliés sont riches, mais c'est précisément à cause de leur richesse que nous redoutons les perturbations économiques qui doivent logiquement résulter de leur présence parmi nous. Tout est déjà hors de prix, et il n'y a plus de place dans les hôtels. Que sera-ce lorsqu'il faudra loger et nourrir ces nouveaux hôtes qui ne regardent pas à la dépense ? Comme il faudra les ravitailler, on le fera coûte que coûte, et tout le monde en souffrira. Certes, ils apporteront de l'argent, de l'or, mais, déjà, c'est parce que la circulation monétaire et fiduciaire est trop intense que tous les prix sont excessifs. Ceux-ci baisseraient, au contraire, du jour au lendemain, si chacun s'avisait de regarder à la dépense.

Cette question ne laisse donc pas d'être importante. Elle l'est d'autant plus que les chiffres des touristes américains dont l'arrivée est imminente ont une force impressionnante. A New-York, ces jours derniers, dix-sept cents propriétaires d'automobiles ont demandé l'autorisation d'ajouter à leurs bagages leur voiture. Passe encore pour trouver des garages, mais des chambres !

Comment loger et nourrir le flot des visiteurs ?

A plusieurs directeurs d'hôtel nous avons demandé :

« Comment vous arrangez-vous pour recevoir ce flot de voyageurs ? »

« Nous nous réjouissons. Comme chaque fois qu'il a fallu faire face à l'affluence de la clientèle et nous ne risquons pas d'être plus débordés que pour les fêtes de la Vierge, par exemple.

« Peut-être. Mais cela ne peut manquer de durer plus longtemps.

« Nous n'en sommes pas sûrs. Les vagues de voyageurs se succéderont. Chacune viendra prendre Paris comme centre d'excursion, et la répartition se fera assez vite sur les hôtels de province, selon les programmes, les goûts, les préférences et même les possibilités. On ne peut tout de même pas dire à nos alliés, pour qui Paris est devenu la Mecque des esprits occidentaux : « Ne venez pas ! Nous n'avons pas de place et nous manquons de tout un peu. »

« Ne craignez-vous pas qu'il y ait une nouvelle cause de surélévation du coût de la vie ? Chaque hôtel ayant besoin d'une table toujours bien garnie, ce sera une course aux comestibles : de prime en surcroît, on se disputera la production, comme au temps où les soldats américains étaient chez eux. Encore, faut-il compter avec cette différence que nous sommes sortis des périodes de restriction et que les touristes civils auront plus d'argent et ne seront pas rationnés comme l'étaient les militaires. Et les chambres, étant au plus offrant, seront inabordable pour les Français que leurs affaires et leur vie même réclament à Paris.

Les mesures prises

Le gouvernement s'est préoccupé de cette crise éventuelle, et c'est pour y remédier préventivement que fonctionne l'Office national du tourisme, qui dépend du ministère des Travaux publics. Dernièrement, nous avons reçu de cet organisme circulaire signée par M. Fernand David, ancien ministre du Commerce, et par M. Barillet, président de notre chambre syndicale. Ce document nous demande d'établir et de communiquer les prix de nos chambres et de nos repas, notre réponse comportant pour nous l'engagement de nous en tenir à ces prix et de ne pas les majorer pendant six mois. Au bout de ce laps de temps, ils pourront être, s'il y a lieu, modifiés pour une nouvelle période, cette fois limitée à un trimestre. Ceci nous semble un moyen radical d'empêcher les augmentations arbitraires, et un remède efficace contre les fluctuations commandées par le malade de l'offre et de la demande, contre la maladie de la surchauffe qui aurait pu, on effect, se produire. ROBERT VANDERLIE.

FAUTE DE CHARBON

Les restrictions de force motrice et de lumière dans la banlieue.

Les banlieues Est, Nord et Ouest pourraient se croire revenues aux premiers soirs de la guerre.

La Compagnie Est-Lumière, dont les stocks de combustible sont épuisés, est obligée d'interrompre pendant le jour le courant de lumière et de force motrice actionnant les machines des petites usines.

Assurément, une importante usine a dû fermer ses portes.

Les nouveaux prix des pétroles et essences

Le Journal Officiel publie les nouveaux prix de vente au détail des pétroles et essences.

A Paris, le prix du pétrole est fixé à 03 francs l'hectolitre, et celui de l'essence à 92 fr. 50.

DES MILLIONS DE TOURISTES AMÉRICAINS VONT BIENTÔT VENIR EN FRANCE

Pour les commerçants, c'est une aubaine ; mais le public redoute les perturbations économiques que leur présence pourrait entraîner.

« L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME » A PRIS LES MESURES UTILES

Les hôteliers ont communiqué leurs tarifs à cet office, et ont pris l'engagement de ne pas les majorer avant six mois.

Des millions d'Américains se disposent à venir en France, c'est-à-dire d'abord à Paris. Ils représentent pour nous des touristes animés du compréhensible désir de



M. FERNAND DAVID (Phot. H. Manuël)

visiter les champs de bataille, les ruines émouvantes qu'ils ont contribué à défendre et les régions qu'ils ont contribué à libérer.

Pour le commerce — car la vie pratique a repris ses droits, après une longue et victorieuse lutte pour l'idéal — ils représentent non le Pactole, qui est une petite rivière, à coup sûr décevante, mais un assez joli fleuve de dollars réels. Pour le public enfin, pour les consommateurs — et c'est est le revers de la médaille — l'Américain est resté le type le plus représentatif de la vie chère, et voilà pourquoi le peuple le plus hospitalier, le plus accueillant de la terre raisonne de la façon suivante : sans doute, nos alliés sont riches, mais c'est précisément à cause de leur richesse que nous redoutons les perturbations économiques qui doivent logiquement résulter de leur présence parmi nous. Tout est déjà hors de prix, et il n'y a plus de place dans les hôtels. Que sera-ce lorsqu'il faudra loger et nourrir ces nouveaux hôtes qui ne regardent pas à la dépense ? Comme il faudra les ravitailler, on le fera coûte que coûte, et tout le monde en souffrira. Certes, ils apporteront de l'argent, de l'or, mais, déjà, c'est parce que la circulation monétaire et fiduciaire est trop intense que tous les prix sont excessifs. Ceux-ci baisseraient, au contraire, du jour au lendemain, si chacun s'avisait de regarder à la dépense.

Cette question ne laisse donc pas d'être importante. Elle l'est d'autant plus que les chiffres des touristes américains dont l'arrivée est imminente ont une force impressionnante. A New-York, ces jours derniers, dix-sept cents propriétaires d'automobiles ont demandé l'autorisation d'ajouter à leurs bagages leur voiture. Passe encore pour trouver des garages, mais des chambres !

Comment loger et nourrir le flot des visiteurs ?

A plusieurs directeurs d'hôtel nous avons demandé :

« Comment vous arrangez-vous pour recevoir ce flot de voyageurs ? »

« Nous nous réjouissons. Comme chaque fois qu'il a fallu faire face à l'affluence de la clientèle et nous ne risquons pas d'être plus débordés que pour les fêtes de la Vierge, par exemple.

« Peut-être. Mais cela ne peut manquer de durer plus longtemps.

« Nous n'en sommes pas sûrs. Les vagues de voyageurs se succéderont. Chacune viendra prendre Paris comme centre d'excursion, et la répartition se fera assez vite sur les hôtels de province, selon les programmes, les goûts, les préférences et même les possibilités. On ne peut tout de même pas dire à nos alliés, pour qui Paris est devenu la Mecque des esprits occidentaux : « Ne venez pas ! Nous n'avons pas de place et nous manquons de tout un peu. »

« Ne craignez-vous pas qu'il y ait une nouvelle cause de surélévation du coût de la vie ? Chaque hôtel ayant besoin d'une table toujours bien garnie, ce sera une course aux comestibles : de prime en surcroît, on se disputera la production, comme au temps où les soldats américains étaient chez eux. Encore, faut-il compter avec cette différence que nous sommes sortis des périodes de restriction et que les touristes civils auront plus d'argent et ne seront pas rationnés comme l'étaient les militaires. Et les chambres, étant au plus offrant, seront inabordable pour les Français que leurs affaires et leur vie même réclament à Paris.

Les mesures prises

Le gouvernement s'est préoccupé de cette crise éventuelle, et c'est pour y remédier préventivement que fonctionne l'Office national du tourisme, qui dépend du ministère des Travaux publics. Dernièrement, nous avons reçu de cet organisme circulaire signée par M. Fernand David, ancien ministre du Commerce, et par M. Barillet, président de notre chambre syndicale. Ce document nous demande d'établir et de communiquer les prix de nos chambres et de nos repas, notre réponse comportant pour nous l'engagement de nous en tenir à ces prix et de ne pas les majorer pendant six mois. Au bout de ce laps de temps, ils pourront être, s'il y a lieu, modifiés pour une nouvelle période, cette fois limitée à un trimestre. Ceci nous semble un moyen radical d'empêcher les augmentations arbitraires, et un remède efficace contre les fluctuations commandées par le malade de l'offre et de la demande, contre la maladie de la surchauffe qui aurait pu, on effect, se produire. ROBERT VANDERLIE.

LES CANTATES DES GRANDS PRIX DE ROME VONT ÊTRE EXÉCUTÉES SOUS LA COUPOLE

Cette audition aura lieu à l'Institut, le 27 décembre, jour de la séance publique annuelle de l'Académie des Beaux-Arts.

C'EST LA REPRISE D'UNE TRADITION SUSPENDUE DEPUIS 1914

On donnera la Psyché de M. Marcel Dupré, grand prix de 1914 ; et La Fée et le Poète, de M. Marc Delmas, grand prix de 1919.

Bonne nouvelle pour les amateurs de jeune et belle musique : on va reprendre, sous la Coupole, les exécutions à grand orchestre, interrompues par la guerre, des



M. CH.-M. WIDOR (Phot. H. Manuël)

cantates des grands prix de Rome de musique ; c'est M. Charles Widor, secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts, nous l'annonçait hier.

Nous donnerons d'abord la Psyché, de M. Marcel Dupré, grand prix de 1914, et La Fée et le Poète, de M. Marc Delmas, grand prix de cette année, et cette intéressante solennité musicale sous la Coupole aura lieu le samedi 27 décembre, jour de la séance publique annuelle de notre Compagnie.

C'est la reprise d'une excellente tradition, que nous avions dû suspendre en 1914, car à l'époque où nous sommes, cette année-là, notre séance publique, on n'était point, même à l'Académie, et la seule musique qu'on entendait alors était celle du concert tragique du front de nos armées. La guerre nous empêcha d'offrir à M. Marcel Dupré la satisfaction d'honneur à ses aînés et d'exécuter sa belle cantate : Psyché. Nous allons réparer cela.

Nous devrions aussi faire entendre les deux cantates de MM. Marc Delmas et Jacques Ibert, premier et second grands prix de Rome de 1919. Mais trois cantates en une seule journée, ce serait beaucoup. La séance serait trop longue. Dans l'intérêt même des lauréats, je vais proposer à l'Académie d'exécuter le 27 décembre seulement la cantate de M. Marcel Dupré et celle de M. Marc Delmas.

Une seconde solennité au Conservatoire

M. Jacques Ibert n'y perdra rien, car on exécuterait la sienne en une grande séance spéciale qui aurait lieu, au début de l'an prochain, au Conservatoire, et au cours de laquelle nous donnerons aussi les envois de Rome de M. André Gailhard.

Les deux solennités, sous la Coupole et au Conservatoire, permettront au public d'apprécier pleinement le talent de MM. Dupré, Delmas, Ibert et André Gailhard, dont nous n'avons encore présenté les œuvres dans notre salle des séances ordinaires de l'Institut qu'avec accompagnement de piano, car l'exécution des cantates des trois premiers et des envois de Rome de M. Gailhard se fera avec orchestre. Quant aux interprètes chanteurs, ce seront, selon l'usage, ceux qui ont déjà présenté les cantates aux jours des jugements. C'est ainsi qu'il y aura, en première place, M. Marcel Dupré, qui sera accompagné par Mlle Jeanne Montjoyet, MM. Georges Foix et Pierre Dupré, de l'Opéra-Comique ; La Fée et le Poète de M. Marc Delmas, par Mlle Mireille Berthoin, de l'Opéra, et ses confrères de l'Académie Nationale de Musique, MM. Gaston Dubois et Georges Petit ; La Fée et le Poète, de M. Jacques Ibert, par Mme Hilda Roosvelt, des Concerts Colonne-Lamoureux, et MM. Léon Lafitte et Marcel Journet, de l'Opéra.

Nos lauréats pourront assister à l'exécution de leurs cantates, sauf peut-être M. Jacques Ibert, qui, lors de la solennité du Conservatoire, sera à la Villa Médicis — à moins qu'on n'exécute la sienne aussi à la Villa Médicis.

Une brimade qui a du bon

Les pensionnaires de l'Académie de France à Rome ne parlent, en effet, pour la Ville Eternelle qu'en janvier. Ils font le voyage d'ailleurs par étapes, s'arrêtant généralement dans notre Midi, si riche de poésie et de beautés artistiques, à Florence, obligatoirement, puis à Viterbe. Cette dernière, remonte à l'époque des diligences, qui s'arrêtaient là en relais. Les Romains de la Villa Médicis y attendent, leurs cadets et les accompagnent à Rome au Colisée d'abord, où souvent, par traditionnelle brimade, ils les égarent, sur la route de la nuit est serena et que la lune éclaire la ruine magnifique. C'est les faire débiter par une vision splendide, et la « brimade » ainsi comprise a du bon.

Pour en revenir à nos cantates, les solennités du 27 décembre, sous la Coupole, et de janvier ou février, au Conservatoire, nous remettront à jour, après cinq années de silence, avec nos « Romains », et désormais, chaque année, comme par le passé, nous donnerons, ainsi exécutées avec orchestre et chanteurs, les œuvres lauréates du prix de Rome.

La GRIPPE ? Rien à faire ! avec les MANTEAUX IMPERMÉABLES DELION

24 Boulevard des Capucines, PARIS.

ACCUSÉ DE L'ASSASSINAT DE M. CADIOU L'INGÉNIEUR PIERRE EST ACQUITTÉ

Après le réquisitoire du procureur Cazenavette et la plaidoirie de M. Henri-Robert, le jury a rendu, hier après-midi, un verdict négatif.

QUIMPER, 31 octobre. — Par 11 voix contre 4, le jury a répondu négativement sur l'unique question qui lui était posée. En conséquence, l'ingénieur Pierre a été acquitté.

Ce verdict était escompté par tous ceux qui suivirent les débats, et la modération même du réquisitoire paraissait sur tout significative.

La salle exigée des assises est littéralement prise d'assaut dès l'ouverture des portes, à 7 heures du matin. L'élément féminin domine, et dans l'auditoire on remarque plusieurs notabilités, notamment le préfet.

A 8 h. 15, les avocats, les jurés, l'accusé et la cour font presque simultanément leur entrée.

Le président déclare qu'il ne tolérera aucune manifestation, et donne la parole à M. Cazenavette.

Le procureur de la République, représentant son réquisitoire, entre dans le vif du débat et aborde le fait principal, le meurtre de Cadieu.

Il réprend une à une les dépositions faites par les ouvriers de la Grande-Palud sur les entretiens qui eurent lieu, le 30 décembre 1913, à l'usine, entre Pierre et son patron.

Ce réquisitoire paraît être un long développement de l'argumentation de la partie civile, et n'ajoute aucun fait nouveau à ceux contenus dans l'accusation.

En terminant, le procureur de la République demande au jury de répondre affirmativement à la première question qui lui sera posée. Et il ajoute :

« Le public de la salle devra se rappeler qu'il existe une femme et des enfants qui pleurent un mari et un père, et que, d'autre part, il y a une femme, déjà mère d'un enfant, qui en attend un autre. Le public voudra donc bien accueillir respectueusement le verdict qui intervient. »

Suspendue à midi, l'audience est reprise à 13 h. 45.

Dans la salle, on s'écroule littéralement. Sur les marches de l'estrade, des curieux

nant son réquisitoire, entre dans le vif du débat et aborde le fait principal, le meurtre de Cadieu.

Il réprend une à une les dépositions faites par les ouvriers de la Grande-Palud sur les entretiens qui eurent lieu, le 30 décembre 1913, à l'usine, entre Pierre et son patron.

Ce réquisitoire paraît être un long développement de l'argumentation de la partie civile, et n'ajoute aucun fait nouveau à ceux contenus dans l'accusation.

En terminant, le procureur de la République demande au jury de répondre affirmativement à la première question qui lui sera posée. Et il ajoute :

« Le public de la salle devra se rappeler qu'il existe une femme et des enfants qui pleurent un mari et un père, et que, d'autre part, il y a une femme, déjà mère d'un enfant, qui en attend un autre. Le public voudra donc bien accueillir respectueusement le verdict qui intervient. »

Suspendue à midi, l'audience est reprise à 13 h. 45.

Dans la salle, on s'écroule littéralement. Sur les marches de l'estrade, des curieux

nant son réquisitoire, entre dans le vif du débat et aborde le fait principal, le meurtre de Cadieu.

Il réprend une à une les dépositions faites par les ouvriers de la Grande-Palud sur les entretiens qui eurent lieu, le 30 décembre 1913, à l'usine, entre Pierre et son patron.

Ce réquisitoire paraît être un long développement de l'argumentation de la partie civile, et n'ajoute aucun fait nouveau à ceux contenus dans l'accusation.

En terminant, le procureur de la République demande au jury de répondre affirmativement à la première question qui lui sera posée. Et il ajoute :

« Le public de la salle devra se rappeler qu'il existe une femme et des enfants qui pleurent un mari et un père, et que, d'autre part, il y a une femme, déjà mère d'un enfant, qui en attend un autre. Le public voudra donc bien accueillir respectueusement le verdict qui intervient. »

Suspendue à midi, l'audience est reprise à 13 h. 45.

Dans la salle, on s'écroule littéralement. Sur les marches de l'estrade, des curieux

nant son réquisitoire, entre dans le vif du débat et aborde le fait principal, le meurtre de Cadieu.

Il réprend une à une les dépositions faites par les ouvriers de la Grande-Palud sur les entretiens qui eurent lieu, le 30 décembre 1913, à l'usine, entre Pierre et son patron.

Ce réquisitoire paraît être un long développement de l'argumentation de la partie civile, et n'ajoute aucun fait nouveau à ceux contenus dans l'accusation.

En terminant, le procureur de la République demande au jury de répondre affirmativement à la première question qui lui sera posée. Et il ajoute :

« Le public de la salle devra se rappeler qu'il existe une femme et des enfants qui pleurent un mari et un père, et que, d'autre part, il y a une femme, déjà mère d'un enfant, qui en attend un autre. Le public voudra donc bien accueillir respectueusement le verdict qui intervient. »

Suspendue à midi, l'audience est reprise à 13 h. 45.

Dans la salle, on s'écroule littéralement. Sur les marches de l'estrade, des curieux

nant son réquisitoire, entre dans le vif du débat et aborde le fait principal, le meurtre de Cadieu.

Il réprend une à une les dépositions faites par les ouvriers de la Grande-Palud sur les entretiens qui eurent lieu, le 30 décembre 1913, à l'usine, entre Pierre et son patron.

Ce réquisitoire paraît être un long développement de l'argumentation de la partie civile, et n'ajoute aucun fait nouveau à ceux contenus dans l'accusation.

En terminant, le procureur de la République demande au jury de répondre affirmativement à la première question qui lui sera posée. Et il ajoute :

« Le public de la salle devra se rappeler qu'il existe une femme et des enfants qui pleurent un mari et un père, et que, d'autre part, il y a une femme, déjà mère d'un enfant, qui en attend un autre. Le public voudra donc bien accueillir respectueusement le verdict qui intervient. »

Suspendue à midi, l'audience est reprise à 13 h. 45.

Dans la salle, on s'écroule littéralement. Sur les marches de l'estrade, des curieux

ont assisté. Il en est d'autres qui ont emporté jusqu'à l'acte des accusés. L'inculpé et les deux gendarmes ont quelque peine à pénétrer dans la salle et à gagner leurs places.

Des le début de sa plaidoirie, M. Henri-Robert indique au jury qu'il lui faudra rendre un verdict d'acquiescement.

« Je n'aurai pas besoin de huit heures d'apologie, comme la partie civile et l'accusation, dit-il, pour démontrer l'innocence de mon client.

Après avoir réhabilité le caractère de l'ingénieur Pierre par la lecture des déclarations de ses amis et des chefs de l'usine, M. Henri-Robert, et précise d'abord l'emploi à démontrer les fautes de l'accusation, et c'est un jeu pour lui d'en mettre en relief toutes les faiblesses. Il atteste solennellement la fragilité du témoignage humain qu'il découvre dans la certitude montrée par les anciens ouvriers de l'usine Cadieu.

Vingt-trois témoins affirment que le 29, et non le 30, que Cadieu est venu à l'usine :

« Je ne fais pas d'hypothèses, moi, s'écrie le défenseur ; j'apporte des preuves. L'accusation a commis une faute initiale : elle s'est entée à voir dans Pierre un coupable ; c'est pourquoi elle rejette, comme illuminés ou des suggestions, les témoignages de Morlaix, et des hommes comme M. Nicolas et comme M. Le Gal, notamment, qui se peuvent être ni des illuminés ni des suggestions.

Après avoir prouvé la valeur sociale et l'honorabilité de ces témoins de Morlaix et rendu hommage au constant dévouement de M. Feillard, qui fut le premier dévouement de l'ingénieur Pierre, il ne trouve pas de mobile dans le crime reproché à son client.

M. Henri-Robert découvre la main de l'ennemi dans les causes mystérieuses du drame :

« Le jour, dit-il, où Cadieu voulut libérer de l'emprise allemande, il signa son arrêt de mort.

Et, dans une pathétique péroraison, l'ingénieur Pierre, alors, se lève et prononce son verdict libérateur.

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

EN ALLEMAGNE

M. DE BETHMANN-HOLLWEG
DEVANT LA COMMISSION
DES RESPONSABILITÉSL'ancien chancelier de l'Empire
douta toujours de l'efficacité
de l'intervention des Etats-Unis
pour la paix.BALE, 31 octobre. — On télégraphie de Berlin :
C'est, cette fois, dans la salle des Grandes-Commissions du Reichstag que la deuxième sous-commission d'enquête sur les responsabilités a repris aujourd'hui ses travaux, qui étaient suspendus depuis plus d'une semaine.

M. de Bethmann-Hollweg a commencé sa déposition devant une audience énorme. Il a répondu aux questions qui lui étaient posées sur les offres de paix à partir de 1916. L'ancien chancelier conteste que l'offre de paix allemande, du 12 décembre ait eu, aux intentions médiatrices de M. Wilson.

Le témoin développe ensuite longuement les raisons qui le faisaient douter de l'efficacité de l'intervention des Etats-Unis.
M. de Bethmann-Hollweg ajoute que M. Wilson avait d'ailleurs toujours accueilli froidement les plaintes de l'Allemagne durant la guerre.La Serbie, la Roumanie
et les traités de paix

La Serbie et la Roumanie vont recevoir une note du Conseil suprême les informant de la décision des Alliés de ne les inviter à signer le traité bulgare qu'après avoir accompli cette formalité pour le traité de Saint-Germain.

En Russie

BALE, 31 octobre. — On télégraphie de Berlin :
Une note reproduite par tous les journaux annonce que le gouvernement des Soviets, étant donné la situation très critique de la République des ouvriers et paysans russes, a convoqué le septième congrès de tous les Soviets à Moscou, pour le 2 décembre prochain.

L'utilisation du mazout

Les 1^{re}, 2^e et 3^e commissions du Conseil municipal se sont réunies, hier, sous la présidence de M. Evain, président du Conseil municipal.
Cette réunion avait pour but d'examiner l'utilisation du mazout dans les usines de la ville.

Le principe de la transformation d'un certain nombre de chaudières du Service des eaux, en vue de l'utilisation du mazout, a été adopté. Une expérience va être immédiatement entreprise.

Les grèves d'employés

Les employés et ouvriers des Galeries Lafayette ont tenu hier soir, à la Maison des Syndicats, un grand meeting.
Après une longue discussion, l'assemblée a voté au scrutin secret, par 1.308 bulletins contre 233, et 46 bulletins blancs, le principe de la grève à été adopté pour une date que fixera le comité syndical.M. PAUL-BONCOUR OUVRE
LA CAMPAIGNE ÉLECTORALEIl réclame une Constituante
Paris a commencé ses réunions électorales et si les campagnes de campagne furent ardentes et fébriles, celles-ci s'annoncent comme devant être passionnées. Les socialistes ont ouvert le feu, hier soir, rue de l'Arbre-Sec, devant un public attentif. Le premier orateur est un chimiste, M. Ferdinand Dronot. Une voix forte, une phrase courte : « Le socialisme, c'est la paix des peuples. Vous m'avez, vous voyez, vous donnez et on vous enterre selon votre classe. » Et, très à l'aise, comme il doit l'être dans son laboratoire, malgré la lumière qui décline et la fumée qui s'épand, le citoyen Dronot substitue l'ordre social à « des ordres capitalistes ». Montrant un exemplaire de notre papier-monnaie, il a répondu à l'imaginaire pour séduire son auditoire : « Ce billet n'a la valeur que vous êtes chargés de lui donner par votre travail ».

Le conseiller municipal Pierre Dormoy se demandait quelles seraient les réunions publiques dans cette circonscription. Salles vides ou foules hostiles ? Et il rend hommage à l'assistance recueillie, toute au désir de se faire une opinion et confrontant des doctrines et des méthodes qui s'opposent.

En appuyant sur les expériences du passé il ouvre des vues sur l'avenir, substituant à son tour la volonté, la force collective à l'organisation individuelle.

M. Paul-Boncour est acclamé dès qu'on annonce qu'il a la parole. L'ancien ministre du Travail, qui fut chef de bataillon pendant la guerre, déclare que les socialistes sont les seuls qui soient restés attachés à l'idée de la proportionnelle, et qui marchent à la bataille avec un drapeau parlementaire d'avoir « gagné la guerre qu'il a détestée » et qui a été la justification de ses idées. Au régime de gaspillage et d'anarchie individuelle, il doit succéder le régime d'ordre et de noblesse par le triomphe d'une doctrine, qui a pour elle cette première force : d'être dans le sens même de l'évolution humaine.

Nous vivons à coups d'impressions, et la bourgeoisie sera elle aussi, dominée par les impressions lorsqu'elle régnera l'ardente. Seul, le socialisme est à même de combler le déficit que la guerre a creusé, en captant les grandes sources de richesses qui sont entre les mains de quelques-uns. Il faut procéder aux « nationalisations utiles », moyennant les « indemnités nécessaires ».

M. Paul-Boncour a une expressive figure de conventionnel, et il ne parle pas pour séduire qu'il s'agit de le séduire. Il ne fait bien comprendre, le voudrait être, mais il est. Ce qu'il s'impose, ce qu'il propose, c'est la transformation de l'état politique actuel en un état économique producteur. Quand il appelle « la révolution » nous l'entendons et dans la paix, il apparaît que le public est fasciné, et qu'il a le privilège de l'hypnotiseur. Et il déclare :

EN ESPAGNE

DES MANŒUVRES POLITIQUES
SEMBLENT ÊTRE ORGANISÉES
CONTRE LE GOUVERNEMENT

Elles ne sont pas provoquées uniquement par la situation ouvrière à Barcelone et le lock-out annoncé pour le 3 novembre.

MADRID, 31 octobre. — De la lecture de l'ensemble des journaux et des commentaires entendus dans les divers milieux et dans les couloirs de la Chambre, il semble se dégager très nettement une impression de malaise. Cette impression est provoquée non seulement par la situation ouvrière à Barcelone et l'échec avec laquelle la Fédération patronale organise le lock-out annoncé pour le 3 novembre, et qui préoccupe vivement l'opinion publique et les milieux officiels, mais encore par certaines manœuvres politiques.

Ces manœuvres seraient, assure-t-on, dirigées contre le gouvernement. Des éléments qui n'ont rien de commun avec les éléments civils y prendraient plus ou moins ouvertement une part très active.

Les conséquences de la crise
monétaire au Maroc

RABAT, 31 octobre. — Le colonel Labrousse, commandant la subdivision de Marrakech, vient de télégraphier à la résidence, à Rabat, que l'agitation provoquée par la crise monétaire dans le Sud a pris de telles proportions qu'il craint de ne pouvoir plus longtemps garantir la tranquillité de la région.

La soirée de boxe

Une belle victoire de Marchand
K.O. Marchand, dont les progrès sont constants, a eu raison du champion d'Europe Badou, après un match splendide, disputé, hier soir, en quinze reprises, au Nouveau-Cirque.Le boxeur anglais Townley
met Balzac knock-out

LONDRES, 31 octobre. — Au Stadium of Holborn, Arthur Townley met Balzac (Français), champion des poids moyens, knock-out au troisième round.

LES FÊTES DE LA TOUSSAINT

A Paris. — A 9 h. 30, au cimetière de Bagneux, la Société des vétérans des armées de terre et de mer se rendra sur les tombes des soldats morts pour la France. A 1 h. 30, au Père-Lachaise, visite du Syndicat central des travailleurs municipaux et départementaux. A 3 heures, au cimetière Montparnasse, la Société des anciens pompiers de Paris accomplira un somptueux pèlerinage. A la même heure, sous le grand amphithéâtre de la Sorbonne, aura lieu la présidence du président de la République, cérémonie solennelle organisée en l'honneur des pupilles de la nation par l'Office national.

Dans la banlieue. — A 6 h. 30, à Jouleigne-Saint-Pierre, manifestation des sociétés d'anciens combattants, qui se rendront au cimetière de Billancourt. A 9 heures, à Choisy-le-Roi, manifestation au monument du Souvenir. A Paris-Montreuil, à 3 heures, inauguration du monument aux enfants du pays tombés pour la France.

CHRONIQUE ELECTORALE

M. PAUL-BONCOUR OUVRE
LA CAMPAIGNE ÉLECTORALEIl réclame une Constituante
Paris a commencé ses réunions électorales et si les campagnes de campagne furent ardentes et fébriles, celles-ci s'annoncent comme devant être passionnées. Les socialistes ont ouvert le feu, hier soir, rue de l'Arbre-Sec, devant un public attentif. Le premier orateur est un chimiste, M. Ferdinand Dronot. Une voix forte, une phrase courte : « Le socialisme, c'est la paix des peuples. Vous m'avez, vous voyez, vous donnez et on vous enterre selon votre classe. » Et, très à l'aise, comme il doit l'être dans son laboratoire, malgré la lumière qui décline et la fumée qui s'épand, le citoyen Dronot substitue l'ordre social à « des ordres capitalistes ». Montrant un exemplaire de notre papier-monnaie, il a répondu à l'imaginaire pour séduire son auditoire : « Ce billet n'a la valeur que vous êtes chargés de lui donner par votre travail ».

Le conseiller municipal Pierre Dormoy se demandait quelles seraient les réunions publiques dans cette circonscription. Salles vides ou foules hostiles ? Et il rend hommage à l'assistance recueillie, toute au désir de se faire une opinion et confrontant des doctrines et des méthodes qui s'opposent.

En appuyant sur les expériences du passé il ouvre des vues sur l'avenir, substituant à son tour la volonté, la force collective à l'organisation individuelle.

M. Paul-Boncour est acclamé dès qu'on annonce qu'il a la parole. L'ancien ministre du Travail, qui fut chef de bataillon pendant la guerre, déclare que les socialistes sont les seuls qui soient restés attachés à l'idée de la proportionnelle, et qui marchent à la bataille avec un drapeau parlementaire d'avoir « gagné la guerre qu'il a détestée » et qui a été la justification de ses idées. Au régime de gaspillage et d'anarchie individuelle, il doit succéder le régime d'ordre et de noblesse par le triomphe d'une doctrine, qui a pour elle cette première force : d'être dans le sens même de l'évolution humaine.

Nous vivons à coups d'impressions, et la bourgeoisie sera elle aussi, dominée par les impressions lorsqu'elle régnera l'ardente. Seul, le socialisme est à même de combler le déficit que la guerre a creusé, en captant les grandes sources de richesses qui sont entre les mains de quelques-uns. Il faut procéder aux « nationalisations utiles », moyennant les « indemnités nécessaires ».

M. Paul-Boncour a une expressive figure de conventionnel, et il ne parle pas pour séduire qu'il s'agit de le séduire. Il ne fait bien comprendre, le voudrait être, mais il est. Ce qu'il s'impose, ce qu'il propose, c'est la transformation de l'état politique actuel en un état économique producteur. Quand il appelle « la révolution » nous l'entendons et dans la paix, il apparaît que le public est fasciné, et qu'il a le privilège de l'hypnotiseur. Et il déclare :

UNE LETTRE DE M. MALVY

Dans une lettre adressée à ses électeurs de l'arrondissement de Gournay, après avoir défendu sa politique, M. Malvy déclare, au sujet de l'incident du Chemin des Dames :

« Le gouvernement ne fut au courant de ce grave incident qu'après la bataille. Je pourrais le dire à la Chambre, mais l'ennemi était à 100 kilomètres de Paris. M. Poincaré, alors président du Conseil, me pria de m'en tenir à l'abri, et par patriotisme, je le fis. »

« Ainsi, pour éviter qu'une atteinte fût portée au prestige des chefs, un innocent payait leurs fautes. »

L'ancien ministre de l'Intérieur annonce en même temps qu'il se justifiera dans une prochaine brochure.

UNE LETTRE
DU CARDINAL AMETTELe cardinal Amette, archevêque de Paris, a adressé au clergé et aux fidèles de son diocèse, à l'occasion des prochaines élections, une lettre qui sera lue en chaire dans toutes les églises de Paris le 1^{er} et le 2 novembre.

Dans ce document, il est recommandé aux électeurs de voter, l'abstention étant une désertion coupable et de voter sagement, c'est-à-dire de manière à ne pas perdre les suffrages en les portant sur des candidats dont l'échec est certain.

LA CANDIDATURE
DU CAPITAINE SADOUL

M. Jean Longuet, député de la Seine, vient de recevoir une lettre du colonel Josiah C. Wedgwood, député de Newcastle à la Chambre des communes, où lui donne des nouvelles de Jacques Sadoul, arrivées directement de Moscou.

La lettre dit notamment : « Jacques Sadoul accepte la candidature à la Chambre des députés, et retournera en France aussitôt que possible. »

La déclaration de candidature du capitaine Sadoul aurait été apportée à Paris et serait incontestablement remise à la présidence.

DANS LA LOIRE-INFÉRIEURE

M. ARISTIDE BRIAND
A PRONONCÉ A NANTES
UN GRAND DISCOURSL'ancien président du Conseil,
désigné comme candidat par
le congrès, a exposé son
programme.

NANTES, 31 octobre. — Le Congrès des délégations des organisations républicaines, réuni à Nantes, a adopté par acclamations la candidature de M. Aristide Briand en même temps qu'il renouvelait sa confiance à MM. Guist'hau, Sibille et Delarochette-Vernier, députés sortants.

Faisant allusion à une causerie au cours de laquelle il aurait fait lire de tous les sentiments de solidarité créés par la guerre, il déclare que sa pensée a été caractéristique.

En 1910, étant président du Conseil, j'ai nettement, publiquement, au risque d'écarter de moi de bons amis qui, au premier moment, n'avaient pas très bien saisi ma pensée, fait connaître que la République n'est pas le gouvernement d'une coterie, ni d'un parti, ni d'un intérêt différent. Or, c'est ce qui fait en fait la République. C'est ce qui fait en fait la République.

Je n'ai donc pas prononcé les paroles que certains journaux ont reproduites, mais j'en ai prononcé sur le caractère desquels j'appelle, en toute loyauté, et en toute franchise, votre attention.

« Bien des événements sont à surveiller dans l'intérêt de la patrie, et si la démission se faisait entre Français nous pourrions être appelés très vite à le regretter. »

Voilà pour la défense nationale. Elle est sacrée.

Mais il y a aussi le domaine politique. Et, dans ce domaine, il n'y a pas seulement des hommes attachés à la même patrie, il y a aussi des idées, des conceptions de la vie publique, des conceptions de la vie civile, qui font en fait la République. C'est ce qui fait en fait la République.

Je ne le crois pas. Chaque parti doit montrer nettement son drapeau et exposer clairement son programme.

LE PROGRAMME ÉLECTORAL

Après avoir dit que le monde entier a les yeux sur la France et que c'est d'elle que sont attendues les directives, M. Briand a abordé le programme qu'il est appelé à défendre.

La réforme constitutionnelle
« Dans l'ordre politique, dit l'orateur, nous aurons à envisager s'il n'est pas nécessaire de modifier les institutions constitutionnelles, de donner au pouvoir exécutif toute sa force et tout son prestige, d'assurer l'élection du président de la République par un collège plus étendu. »

« Il est nécessaire que le président de la République puisse jouer un rôle plus étendu et plus efficace. D'autre part, le recrutement du Sénat, organe d'équilibre, doit être élargi, car il est trop étroit, et mal organisé. »

La neutralité confessionnelle
« Dans l'ordre politique, les lois dérivant du principe de la neutralité confessionnelle sont acquises et ne sont plus discutées. On ne doit pas toucher à cette œuvre ; il faut la consacrer, la reconnaître. S'il peut y avoir des adaptations à cette liberté des consciences, jamais la République ne se refusera à les faire. »La situation financière
« Dans l'ordre fiscal, le prochain Parlement aura à accomplir le meilleur de sa tâche. »

Tout d'abord il n'y a pas d'organisme social qui puisse fonctionner sans argent ; il faudra aller le chercher évidemment, ou il se trouve, d'autant plus que des mesures s'imposent pour enrayer une circulation de papier qui pèse lourdement sur le consommateur, et qui est une des causes de la cherté de la vie et une des raisons profondes de la diminution inquiétante du change ; il faut n'aggraver pas de graves difficultés devant se présenter.

M. Briand dit qu'il sera nécessaire que tout ce qui constitue une entrave à la production, et notamment les taxes, surtaxes et réquisitions, disparaissent.

La guerre économique
« La guerre n'est finie que sous sa forme brutale, sa forme militaire, mais elle continue plus acharnée que jamais sous sa forme économique, et des batailles décisives vont se livrer qui pourraient donner lieu pour un pays à des défaites plus graves encore qu'une défaite militaire. »L'Allemagne doit être désarmée
« Abordant ensuite la question des armements, M. Briand déclare que la seule solution est d'exiger le désarmement intégral de l'Allemagne. »

Les discours de M. Briand ont été couverts d'applaudissements.

A la question :
Qui sera
Président
de la
République ?tout Français voudrait répondre en
prenant part au Concours doté de
Trois cents Prix
qui sera prochainement ouvert
par EXCELSIOR

Ayuntamiento de Madrid

LES CONTES D'EXCELSIOR

MAUVAIS CALCUL

par MAURICE LEVEL

Ce fut ce qu'on appelle un beau mariage. Mlle Clavaud n'était pas très jolie ; elle n'était même plus très jeune, mais elle avait reçu chez les Dames Augustines une éducation parfaite, pignait des éventails, jouait correctement du piano, brodait, chantait comme il convient dans la bonne société, c'est-à-dire d'une voix fausse, grêle et convaincue, et, surtout, possédait trois cent mille francs de dot et de splendides espérances.

De son côté, Paul Mingard était gentil garçon. Des études moyennes l'avaient conduit à la licence en droit. Son père ambitionnait pour lui la carrière d'un premier clerc ou d'un chef de bureau ; mais, ses goûts le portant vers les arts, il avait, tout en débrouillant ou en embrouillant les dossiers, composé quelques vers qu'une revue d'avant-garde avait publiés.

Quand ils eurent prononcé le « oui » sacramentel, et qu'ils sortirent dument et définitivement, non, Mme Mingard, née Clavaud, songeait, non, un mariage, tout en répondant aux saluts de quelques écrivains conviés par son mari.

Je suis la femme d'un homme de lettres... Je vais connaître la notoriété, la gloire... Et son époux, comptant des yeux les automobiles arrêtées devant la porte, et les bourgeois amis de sa belle-famille :

« Je suis le mari d'une femme riche. Je vais donc connaître le luxe, la paresse et la liberté ! »

Ces rêves si différents les baignèrent d'une sérénité pareille ; ils échangèrent un tendre regard, et, tandis qu'avait quitté, elle, sa robe de mariée pour un tailleur de voyage, lui, sa redingote pour un veston à martingale, ils prenaient le train à la gare de Lyon, les invités déclaraient devant les derniers petits fours :

« Voici, enfin, un mariage bien assorti. Le voyage de nocce dura peu. On a tant décrit la beauté des lacs italiens, la splendeur de Rome, la langueur de Venise et les soleils couchants dans le golfe de Naples, qu'il faut, pour en goûter encore le charme, que l'on soit amoureux ou poète. Paul Mingard, n'étant pas l'un et à peine l'autre, assura que des travaux urgents l'appelaient à Paris : sa femme trouva dans ce zèle un sujet de contentement nouveau.

Le retour dans la capitale leur réservait à tous deux de fâcheuses surprises. Quand ils eurent fait et reçu les visites obligatoires, ils se trouvèrent en face de leur existence véritable. Mme Mingard en avait tracé précisément le tableau : l'après-midi, elle broderait dans son petit salon, tandis que son mari écrivait dans son bureau ; le soir serait réservé aux répétitions générales, aux solennités littéraires. M. Mingard en avait esquissé un tout autre. Certes, les belles-lettres l'attiraient, mais la vie somptueuse, surtout, lui semblait pleine de délices. Il se voyait, roulant dans de vastes automobiles, dinant dans les cabarets à la mode, dépensant, sans compter, et travaillant aussi, sans doute, mais aux seules heures précieuses et rares où l'inspiration vous sourit.

Au bout d'une semaine, la contradiction de leurs espoirs et de leurs goûts éclata. Ils formulèrent leur surprise en phrases d'abord mesurées et prudentes. Mme Mingard reprocha à son mari sa mollesse ; il lui fit grief de son économie ; puis leurs propos s'aggravèrent ; leurs reproches devinrent agressifs. Impatiente d'une gloire trop lente à venir, elle, habituée aux raisonnements précis du négoce, déclara sans ambages ne s'être point mariée pour traîner après d'un oisif une existence obscure ; M. Mingard, ne lui pardonnant pas sa laideur, la poussa vers le miroir où son visage fade se reflétait et cria :

— Et moi ? Crois-tu que je me sois marié pour être un bouffon à l'ouvrage ?

— Ils n'en dirent pas plus, et la guerre commença entre eux, sournoise, féroce, malgré tout les sourires échangés en public.

— Est-elle heureuse ! admirait-on.

— Veinard, soupirait-on.

Ils acceptaient l'hommage avec des envies de griffer. Quelquefois, incapable de contenir sa colère, M. Mingard grondait :

— N'est-ce pas malheureux de courir après les taxes quand on pourrait avoir sa voiture !

— Achève ton roman, et tu en auras une, répondait sa femme impassible.

Il n'écrit rien.

— Une tâche, comme un collègue !

Elle répliquait en piquant l'aiguille dans sa tapisserie :

— Donnant donnant.

Le temps passa ; le roman ne s'achevait pas. Le travail, qui ne l'avait jamais tenté quand il était pauvre, lui apparut maintenant qu'il était riche, comme une chose abominable.

— Amis, songez-le ! j'aurais empoisonné ma vie en épousant une femme laide, sottie, acariâtre, pour m'entretenir par surcroît ?

A la mort de son beau-père, il eut une heure de fol espoir. Puissamment riche, sa femme ne saurait résister à la tentation de paraître, et, bon gré, mal gré, il aurait sa part de splendeur. Mais rien ne fut changé dans le train de maison. Quelques années s'écoulèrent ; il se sentait encore jeune — il approchait de la cinquantaine ; alors, il la regarda vieillir. C'est un triste spectacle ; il le contemplait cependant avec l'apaise joie de penser que c'était sa revanche. Elle tomba malade. Le médecin lui exprima son inquiétude en termes ambigus.

— Vous pouvez tout me dire, docteur, assurez-moi, je suis un homme.

— Eh bien, convint le praticien, je crois que Mme Mingard est gravement atteinte... que dans six mois... un an au plus...

A date de ce jour, il se sentit pris pour sa femme d'une sympathie véritable. La vision de sa fin prochaine l'attendit. Il l'entoura de mille soins ; elle s'en montra reconnaissante et surprise ; il chercha au fond de ses tiroirs le manuscrit du roman ébauché ; et en écrivit cent pages nouvelles : elle en fut touchée jusqu'aux larmes.

— Enfin, tu deviens raisonnable et gentil, dit-elle.

Lorsqu'elle fut convalescente, il résolut de partir en voyage. Dans le train qui les emportait, elle faisait des projets d'avenir :

— Nous aurons notre hôtel, une grande automobile.

Ils en décidèrent la force et la couleur, quand un déraillement les jeta sans connaissance sur le talus dans le wagon défoncé.

Comme il s'éveillait sur un brancard, quel qu'un dit, penché sur sa femme :

— Celle-ci, simples contusions.

Il porta la main à ses tempes douloureuses, les sentit enveloppées d'un pansement, retira ses doigts rouges, et un grand froid l'enveloppa. Soudain, tout se brouilla devant ses yeux ; un apaisement étrange détendit ses membres ; il sentit qu'il allait mourir. Alors, regardant sa femme qui souriait à la vie, il trouva juste la force de murmurer :

— Allons... j'aurai été roulé jusqu'au bout...

Maurice LEVEL

LE TRAFIC DES MONNAIES

LES MESURES LES PLUS RIGOUREUSES
SONT PRISES A NOS FRONTIÈRES
POUR EMPÊCHER L'EXODE DE L'ARGENT

DEUX INCULPÉS DANS L'AFFAIRE DU LINGOT SONT MIS EN LIBERTÉ PROVISOIRE

Nous avons demandé, au ministère de l'Intérieur et au ministère des Finances, quelles sont les mesures prises pour prévenir, ou réprimer, les trafics qui ont abouti à la crise actuelle de la monnaie divisionnaire.

— Il est assez délicat, nous répond-on à la direction de la Sûreté générale, d'organiser une surveillance rigoureuse, efficace, sur tous les passagers de trains à destination de la frontière.

C'est d'ailleurs pas par les trains que s'effectuent les évènements, mais par les voitures dépourvues de la commande. On a signalé des barques de pêche sur le lac de Genève, et des transports secrets par les sentiers maudits des frontières.

La répression s'exerce plus aisément dans les villes, où de nombreux accapareurs de monnaies divisionnaires sont arrêtés chaque jour.

Mais il est impossible d'enrayer autrement que par la persuasion la théosurisation de l'argent qui se pratique dans les campagnes, responsables, en grande partie, de la crise actuelle.

Au service du mouvement des fonds du ministère des Finances, nous recueillons les renseignements suivants :

— Les instructions les plus rigoureuses sont données pour rechercher les organisations d'accaparement et d'exportation de la monnaie d'or et d'argent. Les douaniers ont mission, avant le franchissement des frontières par les trains, d'examiner les bagages, et même de fouiller les voyageurs suspects. La Sûreté a organisé des services de surveillance. On peut espérer que les mesures prises ne tarderont pas à améliorer la situation. Mais il faut que le public, sous prétexte de disette de la monnaie d'argent, ne le retienne point pour des besoins éventuels, et en favorise lui-même la circulation plus intensive.

Le billon français à Genève

GENÈVE, 31 octobre. — La Compagnie genevoise de tramways électriques a décidé qu'à partir du 1^{er} novembre elle refusera d'accepter le billon français, c'est-à-dire les pièces de 5, 10 et 25 centimes en nickel, et les pièces de 5 et 10 centimes en cuivre.

L'AFFAIRE DU LINGOT

Deux mises en liberté provisoire

M. Cluzet continue l'instruction de l'affaire du lingot. Il a interrogé, hier, l'ingénieur-constructeur de la Société des Fonderies de France, M. Elie Bellamy, en présence de M. Marcel Chen.

M. Bellamy a déclaré que vers le 10 octobre, M. Soize, orfèvre, était venu demander pour le lendemain matin un conseil pour

fondre un lingot d'argent de 25 kilos environ.

Le lendemain matin, à mon arrivée à mon bureau, continua l'ingénieur, je vis M. Soize qui assistait à la fusion. De l'opération, je ne sais donc rien, et qui vu ni le lingot ni de quoi il était composé.

Le lingot a été ensuite porté par un ouvrier fondeur, en dehors de mon bureau, M. Lemaire, essayeur, rue des Haudricelles, et de là, directement au Comptoir Lyon-Almond, auquel nous avons vendu le lingot que nous avions convenu d'acheter à M. Soize, au titre fixé par l'essayeur.

« J'affirme que toutes les opérations de notre société sont parfaitement régulières et consignées, selon la loi, au registre tenu par M. l'expert Lagarde. »

L'interrogatoire fini, M. Bellamy a été mis en liberté provisoire.

M. Soize a été interrogé ensuite, en présence de M. Léon Leclercq.

Jumars, a déclaré l'orfèvre, je ne me suis livré qu'à la fabrication des monnaies et n'ai jamais donné à fondre aucun lingot d'argent. En France, le lingot de vingt-cinq kilos est fondé à la Société des Fonderies de France, composée : 1^{re} d'une paire de candelabres Louis XV rocaille, en mauvais état, u poids de douze kilos ; 2^e d'une coupe provenant d'un prix à un concours agricole et dont le pied représentait un échelon auprès d'un arbre ; 3^e de médailles de mariage, de médailles d'exposition, etc. ; 4^e d'une cinquantaine de marks.

« Quant à la pièce qu'on apportait à la surface du lingot, et sur laquelle on distinguait encore le fragment de mot «... blique », il ne peut s'agir que d'une pièce mutilée ou abîmée n'ayant plus cours. »

En attendant le résultat des expertises, M. Soize a été mis en liberté provisoire.

UNE MONNAIE HIPPIQUE

En vue de parer aux difficultés, devenues insurmontables, que crée la crise de la monnaie divisionnaire, les sociétés de courses viennent de faire une démarche auprès du ministre de l'Agriculture pour lui demander l'autorisation de frapper, à leurs frais, des jetons de 25 et 50 centimes, ainsi que des jetons de 1 et de 2 francs.

Le ministre, tout en se déclarant favorable à cette innovation, a engagé les sociétés à se rendre auprès de son collègue des Finances.

Faites tenir, contrôler
votre Comptabilité par les
Etablissements JAMET-BUFFEREAU
96, Rue de Rivoli, PARIS
LYON - NANCY - NÎME - BORDEAUX

